

# La France « aurait pu arrêter le génocide » au Rwanda : confusion autour du message d'Emmanuel Macron

RFI, 7 avril 2024

Le président de la République Emmanuel Macron s'est joint aux commémorations des trente ans du génocide des Tutsis par un communiqué diffusé ce 7 avril. Le contenu du message rappelle en grande partie le discours prononcé à Kigali par le chef de l'État français, le 27 mai 2021. L'intervention présidentielle française insiste sur la nécessité de « *regarder le passé en face* » mais ne comporte aucune mention de la citation transmise par l'Élysée, jeudi 4 avril dernier à la presse, qui indiquait « *que la France aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains, mais n'en a pas eu la volonté* ».

Ce dimanche 7 avril, le message d'Emmanuel Macron s'éloigne du message préalable transmis par l'Élysée il y a trois jours. « *Le passé devait être nommé, le passé doit continuer d'être analysé, étudié par [les] historiens dans les meilleures conditions* », affirme le chef de l'État.



Le président français Emmanuel Macron lors de sa visite à Kigali le 27 mai 2021. © AFP - LUDOVIC MARIN

Le président français a « *tout dit* » le 27 mai 2021 lors de son déplacement à Kigali, où il avait déclaré « *reconnaître* » les « *responsabilités* » de la France, dans l'abandon de « *centaines de milliers de victimes* ».

Dans une vidéo diffusée à l'Unesco lors d'une cérémonie en présence de l'ambassadeur rwandais à Paris, le chef de l'État a réaffirmé ce dimanche la volonté de la France de « *continuer à avancer ensemble, main dans la* »

*main* », avec le Rwanda, « *avec une volonté d'espérance, qui ne peut se bâtir que lorsque le passé est regardé en face et assumé* ».

## Message très éloigné de celui transmis par l'Élysée jeudi

On est tout de même très loin du message préalable transmis par l'Élysée à la presse, jeudi dernier, qui énonçait que « *la France aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains, mais n'en a pas eu la volonté* ». Elle en avait les moyens en raison de « *sa connaissance des génocides que nous avaient révélés les survivants des Arméniens et de la Shoah* ».

Des mots forts, qui marquaient un pas supplémentaire dans la reconnaissance des responsabilités de la France, qu'Emmanuel Macron n'a finalement pas utilisés.

Est-ce un rétropédalage qui ne dit pas son

nom, ou une erreur de communication ? Difficile de comprendre à cette heure ce qui s'est réellement passé. À l'Élysée, on parle de « *surinterprétation* » par les médias des éléments envoyés à la presse et l'on reconnaît que « *l'on s'est peut-être mal fait comprendre* ». Il n'y avait jamais eu « *de changement par rapport à ce discours* », « *c'est peut-être une erreur de notre part dans le choix des mots, mais l'intention, insiste notre source, était bien de parler de l'abandon des victimes* ».

L'historien Vincent Duclert, qui a présidé une commission ayant rendu un rapport historique sur les responsabilités de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda, estime qu'il n'y a « *pas de recul* » entre le message transmis par l'Élysée jeudi 4 avril et les déclarations du chef de l'État français ce dimanche. L'historien préfère souligner la force du discours de mai 2021, dans la lignée duquel Emmanuel Macron continue de s'inscrire, tout en encourageant la recherche.